L'invité de La Rep'

Antoine Prost, sur les ondes, tout l'été

Depuis le 15 juillet et jusqu'au 23 août, l'historien orléanais Antoine Prost, spécialiste de la France au XXe siècle et des questions d'éducation, est sur France Inter. Il y présente « Si nous vivions en 1913 ».

Julie Poulet-Sevestre
julie.poulet@centrefrance.com

Quelques minutes d'histoire, chaque matin, vers 7 h 50, sur France Inter. Tout l'été, l'Orléanais Antoine Prost propose aux auditeurs de plonger dans les arcanes du siècle passé pour connaître et comprendre comment les Français vivaient il y a cent ans, juste avant que n'éclate la Grande Guerre, dont on marquera bientôt le centenaire.

■ ***Vous êtes donc à l'antenne de France Inter chaque matin durant tout l'été. Comment vous êtes-vous retrouvé là ?*** France Inter souhaitait une présentation du monde en 1913. Je n'étais pas capable de la donner, et je ne voyais pas comment accrocher les auditeurs sur un sujet pareil. Je leur ai donc proposé « Si nous vivions en 1913 », un survol de la France à la veille de la guerre, et ils ont accepté.

> « Susciter l'imagination des auditeurs… »

■ ***Pouvez-vous nous présenter ces chroniques ? Comment avez-vous conçu ces émissions de quelques minutes ?*** Avec ces chroniques, je voudrais susciter l'imagination des auditeurs, pour qu'ils se représentent concrètement ce qu'était cette France. Je donne des chiffres, pour qu'on ait les ordres de grandeur : un enfant sur six qui meurt avant d'avoir fêté ses trois ans, par exemple, et des anecdotes, des histoires vécues.

■ ***Justement, « si nous vivions en 1913 », à quoi ressemblerait la France ?*** En trente chroniques, le tableau est incomplet, alors je ne me risquerai pas à le résumer en trois mots !

■ ***Et dans le Loiret, comment vivait-on avant les premiers coups de canon de la guerre ; à quoi ressemblait le département, Orléans ?*** Les contrastes étaient très grands, entre la Sologne, le val maraîcher et viticole, puis la Beauce ; très grands aussi entre villes et campagnes. La société actuelle est plus uniforme. La ville comptait 60.000 habitants et elle sortait à peine des mails, sauf le long des « faubourgs ».

■ ***On fêtera l'an prochain le centenaire du premier conflit mondial. Comment expliquer que cette guerre intéresse autant les Français ? Quelles « marques » peut-on encore voir dans le département ?*** Il y a déjà tous les monuments aux morts. La guerre a été une épreuve dramatique de toute la société. Une épreuve que nous avons surmontée. C'est pourquoi son souvenir dure. La commémoration des événements militaires se fera, mais je suis impressionné du nombre de villes ou d'écoles qui préparent des expositions ou des documents sur leur commune ou leur région pendant la guerre. C'est une mémoire familiale et locale de la société civile.

SUJET. En une trentaine de chroniques, l'Orléanais Antoine Prost brosse un tableau de la France, juste avant les premiers coups de canon de la Première Guerre mondiale. PHOTO D'ARCHIVES LA REP

REPÈRES

1933. Naissance d'Antoine Prost à Lons-le-Saulnier (Jura).

1975. Il soutient sa thèse d'état « Les Anciens combattants et la société française (1914-1939) ».

1969. Il est professeur de lycée à Orléans pendant 10 ans, avant de devenir assistant, puis maître-assistant à la Sorbonne.

1989-2001. Antoine Prost est adjoint (urbanisme) au maire socialiste d'Orléans, Jean-Pierre Sueur.

2013. Il est nommé président du conseil scientifique de la Mission du Centenaire de la Première Guerre mondiale.

15 juillet-23 août 2013. Antoine Prost présente ses chroniques « Si nous vivions en 1913 » sur l'antenne de France Inter, du lundi au vendredi, à 7 h 50.

■ ***Y a-t-il encore des choses à découvrir concernant ce conflit ? Des archives à exploiter ? Sait-on tout de cette guerre ?*** Nous avons des réponses aux questions que nous nous posons. Mais les questions de demain susciteront d'autres recherches…

■ ***Vous présidez la mission centenaire 14-18. En quoi consiste votre rôle ?*** Je préside plus modestement le conseil scientifique de la Mission. Il donne des avis scientifiques sur les projets du gouvernement, comme sur ceux qui remontent des départements. Après un premier tri, autour d'un millier aujourd'hui.